

<https://www.francebleu.fr/infos/education/manque-d-enseignants-pour-la-rentree-scolaire-...>

Lila Lefebvre

7 min read

Manque d'enseignants pour la rentrée scolaire : des cellules activées ce lundi dans tous les rectorats

À moins de deux semaines de la rentrée scolaire des cellules sont activées ce lundi 22 août dans tous les rectorats. Elles doivent notamment s'assurer qu'il y aura suffisamment d'enseignants le 1er septembre prochain, alors que le nombre d'élèves par classe doit encore être réduit en primaire.



12,2 millions d'élèves feront leur rentrée le 1er septembre prochain. © Maxppp - Mathieu Herduin

Plusieurs académies ont lancé l'alerte au printemps, elles craignent de manquer d'enseignants à la rentrée de septembre. En juillet dernier, à l'issue des différents

concours enseignants, 4.000 postes demeureraient vacants, le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye avait alors promis qu'ils seraient pourvus, notamment en ayant recours à des professeurs contractuels. "Des cellules de rentrée" sont activées ce lundi dans chaque rectorat pour s'assurer que les **12,2 millions d'élèves français** auront bien un professeur à la rentrée.

"On est quasiment dans un état d'urgence dans l'Éducation nationale", estimait en juin dernier le Snes-FSU, alors que **plus de 4.000 postes n'ont pas été pourvus à l'occasion des concours enseignants** organisés en 2022 sur un total de 27.332 ouverts par l'Éducation nationale dans le public et le privé.

Pour y remédier le ministre Pap Ndiaye a confirmé faire appel à des enseignants contractuels, *"dont la part demeure très modeste avec 1% dans le premier degré et 8% dans le second degré"*. Précisant qu'un nouveau défi se présentait aux académies à la rentrée : **le taux d'encadrement en primaire** va être amélioré dès le 1er septembre. *"Le nombre moyen d'élèves par classe, qui est passé de 23 à la rentrée 2017 à 21,8 à la rentrée 2021 diminuera encore à la rentrée prochaine",* a-t-il détaillé.

Une grande concertation sur l'école lancée le 8 septembre

Le 14 juin dernier, le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye, a annoncé que la grande concertation autour de l'école promise par Emmanuel Macron durant la campagne se ferait *"dès le mois de septembre"* et qu'elle durera jusqu'à fin 2022.

"Il s'agira vraiment d'un débat, d'échanges décentralisés, dans l'ensemble des établissements scolaires, de manière à ce que les professeurs, les parents d'élèves, les personnels administratifs et de direction et d'autres acteurs de la vie locale puissent réfléchir sur leur école", a-t-il dit, pointant une réforme qui se fera *"dans la durée"*.

Enfin, il a évoqué *"l'engagement collectif au service d'une école pleinement inclusive avec la création de 4.000 équivalents temps plein supplémentaires d'accompagnants d'enfants en situation de handicap."*

Régler la question des salaires, selon les syndicats

Par ailleurs, *"la poursuite de la revalorisation des professeurs, engagée sur la seconde partie du précédent quinquennat, et la revalorisation à venir dans le cadre du pacte avec les enseignants, feront l'objet d'une concertation"*, a insisté Pap Ndiaye. Le but ? *"Renforcer l'attractivité des métiers de l'enseignement et mieux reconnaître l'engagement de chacune et chacun des professeurs mais aussi repenser les dynamiques et les évolutions de carrière"*, a-t-il ajouté.

"Il faut rendre ce métier plus attractif", résumait mi-mai sur [France Bleu Picardie](#) Nathalie Prost, secrétaire départementale de la Somme du SNPDEN, le syndicat des directeurs d'établissements. Cette responsable observe déjà elle aussi le manque de personnel : *"ce que nous constatons depuis l'an dernier c'est que certaines heures restent non-assurées. Dans mon lycée de l'Authie à Doullens, j'ai cinq heures par semaine de biotechnologie qui n'ont pas été assurées"*.

” *Quand vous avez un bac + 5 en mathématiques, que vous regardez ce qui se passe dans l'Education nationale et que vous regardez les autres opportunités, le choix est assez vite fait* — Sophie Vénéitay

Mais comment attirer plus de candidats ? Pour Sophie Vénéitay, secrétaire générale du Snes-FSU, le phénomène est *"essentiellement lié à la question des salaires"*. Elle rappelle qu'aujourd'hui, *"quand un enseignant commence, il gagne 1,14 fois le Smic. Dans les années 1980, il gagnait 2,2 fois le Smic."*

Generated with Reader Mode